

INTEMPÉRIES

# Des routes coupées par la neige et la pluie

**Plusieurs routes sont bloquées par les neiges dans les wilayas de Bouira, Tlemcen, Béjaïa, Blida et Tizi-Ouzou. Un pont s'est effondré à Boumerdès. Le mauvais temps perdurera jusqu'à aujourd'hui.**

Les fortes pluies qui se sont abattues cette semaine sur différentes régions du pays n'ont été bénéfiques que pour l'agriculture. D'importants dégâts ont été enregistrés dans plusieurs wilayas.

Selon le bilan de la Gendarmerie nationale, plusieurs routes ont été coupées à la circulation suite à «des averses orageuses». La neige a bloqué d'importants axes



Photo : Samir Sid

rouliers. Il s'agit de la RN 37 reliant Blida à Chréa, la RN 15 reliant Bouira à Tizi-Ouzou, la RN 62 reliant Bouira à Médéa, les RN 30 et 33 reliant les wilayas Tizi-Ouzou et

Bouira, la RN 253 reliant Tizi-Ouzou et Béjaïa, la RN 5 à Tissemsilt reliant les communes de Boutchent et Theniat El-Had et la RN 15 à Aïn Defla, reliant les communes de

Belaâss et El-Bathiya. La crue du oued a coupé la RN 101 à Chlef qui relie entre les communes de Bouzeghaïa et Benayriya. A Boumerdès, la RN 25 et la RN 12 (menant

vers Tizi-Ouzou) ont été fermées. Un pont s'est effondré et la circulation a été déviée provisoirement sur la route de Tadmaït.

Le mauvais temps va perdurer jusqu'à aujourd'hui, relève un bulletin spécial de l'Office national de météorologie.

«Des pluies assez marquées parfois sous forme d'averses orageuses affecteront aujourd'hui les wilayas de l'ouest et du centre du pays.» Il s'agit des wilayas de Mostaganem, Chlef, Tipasa, Alger, Boumerdès, Tizi-Ouzou, Aïn Defla, Blida, Médéa et Bouira. «Les cumuls estimés atteindront 80 mm et dépasseront localement 100 mm à Tipasa, Aïn Defla et Chlef», note-t-on.

**Irane Belkhedim**

## BLIDA : LEURS «MAISONS DE FORTUNE» ONT ÉTÉ INONDÉES

### Les habitants du cimetière de Oued El-Alleug bloquent la route

**Suite aux inondations de leurs «maisons», les habitants d'un bidonville implanté à l'intérieur du cimetière de Oued El-Alleug, commune située à 10 kilomètres au nord de Blida, ont bloqué hier la RN69, reliant Blida à Oued El-Alleug, pour crier leur calvaire et faire venir de l'aide.**

Les eaux pluviales qui se sont déversées dans le cimetière ont submergé les masures des 12 familles qui y habitent et il a fallu l'intervention des éléments de la Protection civile pour évacuer l'eau boueuse qui a tout dévasté.

Selon les protestataires, les services de la daïra de Oued El-Alleug leur ont attribué des logements à Sidi-El-Madani, dans la

commune de La Chiffa sans que, pour des raisons inconnues, les clés ne leur soient distribuées.

Aussi, nous avons appris que le maire de Oued El-Alleug leur a promis de régler cette affaire dans les plus brefs délais, surtout que ces 12 familles habitent ce lieu sinistre qu'est le cimetière depuis plus de 20 ans.

Par ailleurs, à Benkhelil, dans la daïra de Boufarik, l'oued Mekhlouf a débordé et plusieurs maisons ont été inondées. Idem pour la cité Ramoul à Blida, où les caves des bâtiments ont été envahies par les eaux.

Egalement à Bouinan, à 15 kilomètres à l'est de Blida, 70 familles ont vu leurs maisons dévastées par les eaux pluviales provenant d'un cours d'eau qui a été dévié lors de la construction d'un lycée.

**M. B.**

## EPSP HAÏ CHOUHADA D'ORAN

### Le personnel médical féminin dénonce le harcèlement moral

**Elles étaient plus d'une dizaine de femmes médecins toutes spécialités confondues à avoir demandé audience au wali d'Oran ce dimanche matin afin de dénoncer «le harcèlement moral» dont elles sont l'objet, le mépris affiché à leur rencontre, le manque de moyens pour accueillir et soigner la population, etc., et ce, depuis plusieurs années.**

Muni d'une lettre, ce collectif de femmes exerçant à la clinique de Haï Chouhada, 95% du personnel est fémi-

nin, entend dénoncer le comportement du directeur se trouvant à l'EPSP Es Seddikia qui chapeaute leur structure : «Cela fait trois ans que nous subissons les agissements de ce directeur qui fait preuve de mépris à l'égard des femmes particulièrement. Nous sommes harcelées quotidiennement... alors que nous nous efforçons de travailler malgré les conditions difficiles ; les agents de bureau ont des climatiseurs et nous dans les salles et nos bureaux de consultations on gèle de froid en hiver et on suffoque en été...» Pêle mèle, ces femmes, qui ont pour la plupart

plus de 15 ans d'ancienneté, évoquent les coups bas, les congés qui sont donnés et ensuite annulés à la dernière minute sans explication, la gestion des ressources humaines opaque, les rappels incomplets, etc.

C'est parce qu'elles n'ont cessé d'interpeller vainement la direction de la santé que ces dernières ont décidé d'aller se plaindre au wali en espérant cette fois-ci être entendues.

Malgré tout, ces femmes médecins ont décidé de poursuivre leur tâche et prendre en charge les malades.

**Fayçal M.**

## SKIKDA

### L'association des cancéreux sans local

L'association Russicada de lutte contre le cancer est sans local depuis le 31 août 2010. Celui attribué, au stade du 20-Août- 55, ne lui permet pas de remplir convenablement le plan d'action qu'elle s'est fixé.

Actuellement, il fait office de dépôt pour son mobilier et ses équipements informatiques. «Mes archives ont été mouillées par la pluie ; beaucoup des documents de l'association sont déchirés... j'ai pu, au moins, sauver mon fax et mon PC, que j'ai transférés vers ma maison», explique, dépitée, la présidente Kebbab Nouara. «Il a été convenu que ce bureau me serve provisoirement en attendant de m'attribuer un local au niveau des gradins du stade. Promesse qui n'a jamais été concrétisée depuis, et ce, en dépit de sa formulation par plusieurs responsables. Sauf l'actuel wali», dit-elle. Outre la tenue de l'assemblée générale, le 12 février au centre culturel Ali-Tilani, il est prévu plusieurs campagnes de sensibilisation, en solo ou en collaboration, notamment celles liées au danger du tabagisme et de lutte contre le cancer du poudron. Défi difficile à concrétiser vu le manque de soutien de la part des responsables locaux.

## TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE COLLO

### Trois ans de prison pour le «guide» des harraga

Trois ans de prison ferme et une amende de 300 000 DA, tel est le verdict prononcé lundi par le tribunal correctionnel de Collo, à l'encontre de M. A., 32 ans, pour organisation et incitation à l'émigration clandestine, à partir de la côte d'Annaba, wilaya dont il est originaire. Le mis en cause mettait, selon les éléments de l'enquête, à disposition des jeunes tentés par la hargha, des embarcations qui les transportaient jusqu'à la Sardaigne, sur les côtes italiennes. Son arrestation, en compagnie de 20 autres jeunes, remonte au 3 octobre 2010, par les gardes-côtes de Collo, au niveau du cap de Bougaroun, à 7 km du chef-lieu de cette commune, où sa barque s'est échouée suite à une forte houle enregistrée ce jour-là.

**Zaïd Zoheïr**

## BORDJ-MÉNAIEL

### 5 et 2 ans de prison ferme requis contre le maire de Boumerdès

Le tribunal correctionnel de Bordj-Menaïel a requis, lundi, lors du procès en première instance, 5 et 2 ans de prison ferme contre le président de l'Assemblée populaire communale du chef-lieu de la wilaya de Boumerdès, Sarni Mohand, élu sur la liste du PT.

Le premier magistrat de la commune de Boumerdès a été jugé dans deux affaires distinctes. La première affaire, pour laquelle le procureur a demandé 5 ans de prison ferme et 200 000 DA d'amende, a été instruite et jugée dans le cadre de la loi portant lutte contre la corruption.

Il est reproché au maire d'avoir passé un marché d'une valeur de 4 168 468,51 DA de fournitures et installation d'équipements au profit de la commune sans passer par la voie réglementaire, notamment l'appel d'offres.

Dans la même affaire pour laquelle a enquêté la brigade économique de la Sûreté de wilaya de Boumerdès, il est reproché au maire d'avoir falsifié un P-V de réunion pour justifier la passation de ce marché. Selon des documents, que nous avons révélés dans un article daté du 26 mai 2009, l'accusé a établi un P-V de réunion dans lequel il est fait mention de la présence de deux de ses adjoints alors que ces derniers ont nié avoir pris part à cette réunion. De même que la justice l'accuse d'avoir antidaté ce P-V et de l'avoir enregistré illégalement dans les registres administratifs de l'APC.

Dans la seconde affaire, le procureur a requis contre Sarni 2 ans de prison ferme et 200 000 DA d'amende. Il est accusé d'avoir falsifié des décisions d'attribution de chalets. Le verdict pour ces deux affaires est attendu pour le 14 de ce mois.

**Abachi L.**